



Après le plan de relance de 2020

Emprunt européen : une bonne idée difficile à concrétiser

Recourir à nouveau à la dette se heurtera à l'opposition des "pays frugaux", sauf peut-être pour venir en aide militairement à l'Ukraine



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne ont pris une bonne décision le 21 juillet 2020 en acceptant que l'Union s'endette à hauteur de 750 Mds€ pour financer des prêts et des subventions aux pays membres, eux-mêmes affectés à des dépenses publiques conformes à des objectifs communs.

En effet l'Union européenne a une forte capacité d'emprunt, puisque son endettement était marginal avant 2020, et ce financement européen de projets d'intérêt commun permet de soulager les finances publiques des pays très endettés.

■ “Les pays “frugaux” du nord de l'Europe ont refusé l'option de faire rouler la dette, et il est très peu probable qu'ils l'acceptent un jour”

Il s'agit toutefois d'un soulagement temporaire car cette dette devra être remboursée entre 2028 et 2058. Ce remboursement pèsera sur les ménages et entreprises des pays membres, soit du fait de nouveaux impôts européens comme la taxe carbone aux frontières soit, indirectement, en raison de prélèvements supplémentaires sur le budget des États membres, qui devront eux-mêmes relever leurs prélèvements obligatoires ou réduire leurs dépenses publiques. Si aucune nouvelle ressource propre n'était attribuée à l'Union européenne, le prélèvement supplémentaire sur le budget français, étalé sur ces trente années, atteindrait 75 Mds€.

Les finances publiques des pays membres seraient plus durablement soulagées si ces emprunts européens pouvaient être remboursés en réempruntant les mêmes montants, en faisant “rouler” la dette comme disent les financiers, ce que font les pays dont le déficit public est systématique comme la France. Les pays “frugaux” du nord de l'Europe, menés par les Pays-Bas, ont toutefois refusé cette option et il est très peu probable qu'ils l'acceptent un jour.

Contexte géopolitique exceptionnel

Il est tout aussi peu probable qu'ils acceptent un nouvel emprunt européen de montant comparable, même avec interdiction de faire rouler cette dette. Ils ont fini par valider, après d'âpres négociations, l'emprunt de 750 Mds€ du programme Next Generation EU parce que l'Europe était plongée en juillet 2020 dans la crise covid sans perspective de vaccination rapide, et que les décès se multipliaient dans des pays comme l'Italie. Dans de telles conditions, les pays frugaux ne pouvaient politiquement pas refuser longtemps cette forme de solidarité.

■ “Un fonds militaire européen financé par l'emprunt est probablement la seule forme d'endettement européen acceptable par nos partenaires, au moins sur le principe”

Dans une situation normale, on peut craindre qu'ils rejettent toute solidarité financière de ce type, mais le contexte géopolitique actuel est exceptionnel du fait de l'agression de l'Ukraine par la Russie. Un fonds militaire européen financé par l'emprunt est probablement la seule forme d'endettement européen acceptable par nos partenaires, au moins sur le principe. En pratique, il faudrait que les pays européens s'accordent aussi sur

la répartition par pays des ressources de ce fonds, alors que les conflits sur les “retours par pays” du budget communautaire n’ont jamais été faciles à régler.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

[S’inscrire à la newsletter Économie Politique](#)

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 05/06/2024

Catégories :

Economie / Europe / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d’exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).